



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7, rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 12/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LABO Centre FRANCE**

ZI de Ladoux  
Rue Bleue  
63118 Cébazat

Références : 20251222\_RAP-63-1092\_InspectionLaboFrance  
Code AIOT : 0016300004

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement LABO Centre FRANCE implanté ZI de Ladoux Rue Bleue 63118 Cébazat. L'inspection a été annoncée le 15/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LABO Centre FRANCE
- ZI de Ladoux Rue Bleue 63118 Cébazat
- Code AIOT : 0016300004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de l'entreprise consiste à fabriquer des produits chimiques destinés aux artisans et aux professionnels du bâtiment.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                             | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 5  | Déchets d'emballage – Déchets banals | Arrêté Préfectoral du 21/11/2001, article 6.3       | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 6  | VLE Bruits et vibrations             | Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 7.3 / 7.4 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 7  | Désenfumage                          | Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 8.6       | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1  | VLE polluants dans les eaux résiduaires                                | Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 5.5                   | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                           | Sans objet        |
| 2  | AIR - Valeur limite des rejets   | Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 4.2.2                 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                           | Sans objet        |
| 3  | Dossier de réexamen au titre de la directive IED et du BREF WGC - 3410 | Code de l'environnement du 11/05/2017, article Article R.515-71 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                           | Sans objet        |
| 4  | Déchets - Stockage   | Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 6.2                   | /  | Sans objet        |
| 8  | Vérification périodique - Installations                                | Arrêté Préfectoral du 21/11/2001, article 9.3                   | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|--|-------------------|
|    | électriques       |                         |  |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce site est soumis au réexamen au titre de la directive IED et du BREF WGC - 3410, l'inspection attend de la part de l'exploitant qu'il se positionne vis-à-vis des MTD 13, 14 et 22. L'exploitant doit également réaliser :

- un registre déchets,
- le contrôle acoustique de son site.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE polluants dans les eaux résiduaires

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 5.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions dans l'eau   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2025</li> </ul>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cf. article 5.5 mentionné ci-avant qui fixe les valeurs limites d'émission et les critères de surveillance pour divers paramètres.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réaliser une analyse de ses rejets le 15/10/2025 par le laboratoire CARSO. Suite à la dernière inspection, le paramètre "couleur" a été rajouté. De plus pour le suivi interne, l'exploitant a mis en place un contrôle de la couleur avant rejet et a modifié sa procédure P. ENV 9 en conséquence.</p> <p>Les analyses du dernier contrôle démontrent que la couleur est de 130 mg Pt/l pour une VLE de 100 mg Pt/l, toutefois le rejet final étant relié à la STEP urbaine, cela a peu d'influence sur le milieu naturel.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

N° 2 : AIR - Valeur limite des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2025

Prescription contrôlée :

Point de rejet n°1 :

| Paramètre                | Valeur limite        | Contrôle Externe /<br>Mesure | Contrôle Externe /<br>Fréquence |
|--------------------------|----------------------|------------------------------|---------------------------------|
| Chlorure de<br>méthylène | 20 mg/m <sup>3</sup> | Sur au moins ½<br>heure      | 1 fois /an                      |

Point de rejet n°2 :

| Paramètres  | Valeurs<br>limites<br>globales | Contrôle<br>interne /<br>Mesures | Contrôle<br>interne /<br>Fréquences | Contrôle<br>externe /<br>Mesures | Contrôle<br>externe /<br>Fréquences |
|---|--------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|
| Débit   | 100 m <sup>3</sup> /h          | Sur 1 heure                      | A chaque<br>fabrication             | Sur au moins<br>1 h              | 2 fois/an                           |
| COV de<br>chlorure de<br>méthylène et<br>trichloréthyl<br>ène | 20 mg/m <sup>3</sup>           | Sur 1 heure                      | 3 mois                              | Sur au moins<br>1 h              | 2 fois/an                           |
| Autres COV  | 150 mg/ m <sup>3</sup>         |                                  |                                     |                                  |                                     |

|   |  |  |  |  |  |
|---|--|--|--|--|--|
|   |  |  |  |  |  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un courrier au préfet le 11 avril 2025 de demande de suppression du point de rejet n°1, inexistant (cuve de chlorure de méthylène) ainsi que l'adaptation de la prescription de débit pour le point de rejet n°2 à 14 000 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>De plus, l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de l'APAVE du 16/06/2025 pour les rejets ateliers. La mesure indique une valeur de COVT de 1,78 mg/m<sup>3</sup> pour une VLE de 150 mg/m<sup>3</sup>. L'exploitant a fait réaliser le 2ème contrôle en novembre mais n'a pas reçu les résultats le jour de l'inspection.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |  |  |  |  |  |

**N° 3 : Dossier de réexamen au titre de la directive IED et du BREF WGC - 3410**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/05/2017, article Article R.515-71   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, BREF WGC   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2025</li> </ul>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En vue du réexamen prévu au I de l'article R.515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) du BREF WGC ont été publiées au journal officiel de l'Union Européenne le 12 décembre 2022.</p>          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les compléments apportés au dossier de réexamen ont été transmis à l'inspection par courriel le 10/12/2025.</p> <p>L'exploitant est en train de réaliser une analyse de ses produits chimiques via l'outil SEIRICH. L'ensemble des données sera ajouté à l'outil à la fin du premier trimestre 2026 et l'exploitant envisage ensuite de réaliser des mesures d'air ambiant au plus tard pour juin 2026. Ces éléments lui permettront de se positionner vis-à-vis des MTD 13, 14 et 22.</p> |

|   |
|---|
|   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| L'IIC souhaite faire un point d'étape à l'issue du bilan SEIRICH pour valider les mesures prévues par l'exploitant. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 4 : Déchets - Stockage

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 6.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Les conditions de stockage des déchets et résidus produits par l'établissement, avant leur élimination, doivent permettre de limiter les risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.</p> |
| <b>Constats :</b><br><br><p><u>Conforme :</u></p> <p>Le stockage des déchets est réalisé dans des contenants dédiés, il est couvert et sur bac tampon de 12 m<sup>3</sup> qui est relié à la STEP interne.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 5 : Déchets d'emballage – Déchets banals

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2001, article 6.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Tous les déchets d'emballage soumis aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994, relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages, doivent être valorisés dans des installations dûment prévues à cet effet.</p> <p>Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc .) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.</p> <p>L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre du Code de l'Environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant 3 ans.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées une caractérisation</p> |

précise et une quantification de tous les déchets générés par ses activités.

Pour chaque enlèvement les renseignements minimums suivants seront consignés sur un registre :

- nature et composition du déchet (fiche d'identification),
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

En outre, l'élimination de déchets industriels spéciaux visés par l'arrêté du 4 janvier 1985 au contrôle des circuits d'élimination des déchets spéciaux, fera l'objet d'un bordereau de suivi établi dans les formes définies par cet arrêté.

#### Constats :

##### Non conforme :

L'exploitant a transmis à l'IIC par courriel du 17/12/2025, 2 registres de déchets : un registre VALDEIS pour les déchets dangereux et un registre VEOLIA pour les déchets non dangereux. Pour les déchets dangereux il manque l'unité pour la "quantité de déchet", la nature de l'élimination pour les déchets non recyclés ainsi que le numéro d'immatriculation du véhicule utilisé par la société de ramassage.

Pour les déchets non dangereux, le registre ne répond également pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. En effet, il manque la composition du déchet (fiche d'identification), la date d'enlèvement, le nom de la société de ramassage et le numéro d'immatriculation du véhicule utilisé ainsi que la destination du déchet (éliminateur).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC demande à l'exploitant de mettre en place un registre des déchets conformément aux prescriptions de son arrêté préfectoral **sous 6 mois** et de le transmettre à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 6 : VLE Bruits et vibrations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 7.3 / 7.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Acoustique

#### Prescription contrôlée :

##### **7.3 - Valeurs limites**

Les émissions sonores des installations ne doivent pas engendrer une émergence (différence entre le niveau du bruit ambiant, établissement en fonctionnement, et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt) supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après en limites de la zone industrielle et en limites de propriété d'habitations occupées par des tiers qui ont été implantées avant la date de signature du présent arrêté.

| Niveau de bruit ambiant au point de mesure, incluant le bruit de l'établissement | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)                           | 6 dB (A)  | 4 dB (A)   |
| Supérieur à 45 dB (A)  | 5 dB (A)  | 3 dB (A)   |

#### 7.4 - Contrôle

L'exploitant fera réaliser tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures devront permettre d'apprécier le respect des valeurs limites d'émergence fixées ci-avant.

#### Constats :

##### Non conforme :

L'exploitant n'a pu retrouver la date du dernier contrôle acoustique réalisé au sein de son établissement.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC demande à l'exploitant de lui fournir un bon de commande de la prestation sous 1 mois et de faire réaliser la prestation dans un délai de 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 7 : Désenfumage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 8.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

#### Prescription contrôlée :

Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, sur au moins 2 % de leur

surface d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface du local. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les accès.

**Constats :**

L'atelier ZF a été fermé en 2024 et l'inspection a pu constater la mise en place d'exutoires. Les commandes manuelles des exutoires de l'atelier ZF sont bien positionnées à proximité des accès (à savoir la porte sectionnelle donnant vers l'extérieur pour l'atelier ZF). Cependant, l'exploitant n'a pu démontrer que la quantité d'exutoires posés respectent bien les 2% de surface prescrit dans l'arrêté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'IIC demande à l'exploitant de justifier du respect des prescriptions pour l'ensemble des locaux concernés **sous 3 mois**.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Vérification périodique - Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/11/2001, article 9.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques, les engins de manutention, les bandes transporteuses et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.

La valeur des résistance des prises de terre est périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection :

- pour les installations électriques : trois rapports Q18 ont été réalisés par l'Apave en date du 20/11/25 et 27/11/25,
- le rapport de maintenance des extincteurs réalisé le 24/02/2025 par la société TPMC pour l'année 2025,
- le rapport de contrôle des équipements de levage du 17/09/2025 réalisé par APAVE. L'inspection a vérifié sur 2 ordres (Ordre 11 : FENWICK N°8 et Ordre 14 : nacelle n°17) la mise à jour des 2 fiches de vie et des actions réalisées.
- le rapport de contrôle des installations de désenfumage du 03/06/2025 par TPMC,

- le rapport de contrôle des RIA du 07/07/2025 par SECURIPRO.  
L'exploitant a également fourni à l'IIC un tableau de suivi des observations sur ses installations électriques.

**Type de suites proposées :** Sans suite